

Éducation : le tournant de 1989, de Gilles Ferréol et Martine Le Gal

Philippe Guillot

► **To cite this version:**

Philippe Guillot. Éducation : le tournant de 1989, de Gilles Ferréol et Martine Le Gal. 2004, pp.183-185. hal-02452393

HAL Id: hal-02452393

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02452393>

Submitted on 23 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Gilles Ferréol et Martine Le Gal
ÉDUCATION : LE TOURNANT DE 1989
UNSA-Éducation, Centre Henri-Aigueperse,
collection « Les Cahiers du centre fédéral », 2003, 276 pages

Avec ce compte rendu, notre revue ne se transforme pas en porte-parole d'un syndicat, mais tient à se faire l'écho d'un ouvrage assez épais consacré à la loi d'orientation de 1989, celle-là même qui a créé les IUFM. Le livre est en fait composé de deux parties non seulement d'auteurs différents mais aussi de nature différente. La première, de loin la plus longue, est le résultat d'une étude de terrain effectuée sous la direction de Gilles Ferréol, professeur bien connu pour ses travaux, manuels et dictionnaires, destinés à mieux faire connaître la sociologie, mais aussi chercheur, comme en témoigne le bilan qu'il nous livre des dix premières années d'application de la loi initiée par Lionel Jospin, alors ministre de l'Éducation nationale. Cette recherche n'est pas inconnue de certains de nos lecteurs. En effet, plusieurs personnes travaillant dans notre établissement, aussi bien ATOS, enseignants (comme Bernard Jolibert et le signataire de ces lignes) que personnels de direction (y compris l'ancien directeur, Albert Lopez) ont été amenés à répondre aux questions de son auteur. En outre, notre revue en a publié de larges extraits, qui correspondent, pour l'essentiel, aux deux derniers chapitres de la partie qui lui est consacrée ici : « Au cœur des IUFM » (numéro 19, mai 2002, pp. 111-154) et « Synthèse et conclusion » qui, dans *Expressions*, s'est intitulée, pour les besoins du numéro 20 fêtant les dix ans de la revue, « La loi d'orientation dix ans après : éléments d'évaluation » (novembre 2002, pp. 19-40).

L'auteur nous livre ici une version complète de cette recherche achevée en 2001 et préfacée par André de Peretti, à la plume toujours alerte. On y trouvera le contexte dans lequel s'est élaborée cette loi qu'un encadré (pp. 17-19), fort opportun en ces temps où le ministère tente d'en mettre une autre au point, nous situe dans la longue histoire des textes qui, depuis la « loi Guizot » sur l'instruction primaire du 18 juin 1833, ont régi notre système éducatif. Ces quelques pages d'histoire sont suivies de détails techniques où Gilles Ferréol nous indique l'approche qui a été retenue pour que les informations et l'analyse puissent être aussi complètes que possible. Suivent deux

chapitres qui font la synthèse des entretiens et des réponses aux questionnaires distribués avec, pour les premiers, une attention particulière portée à certains thèmes : « l'égalité des chances et la démocratisation de l'enseignement », « les droits des élèves et l'offre de formation », enfin « le projet d'établissement et la communauté éducative ». Cet effort de synthèse s'appuie à la fois sur de nombreux témoignages représentatifs des positions affichées, ce qui donne une lecture vivante à un travail qui, sinon, aurait pu paraître très austère, et de très nombreuses références qui prennent la forme d'un nombre considérable de notes de bas de pages (343 !). Celles-ci, comme les multiples références bibliographiques insérées à la fin de l'étude, que le lecteur pressé peut escamoter, ont pour objet de donner un maximum de pistes de réflexion pour celui qui, au contraire, souhaiterait approfondir sa réflexion sur l'école. Elles attestent, en tout cas, de l'énorme travail de documentation de l'auteur.

Inutile d'insister sur le chapitre concernant les IUFM : c'est lui qui, certainement, devrait le plus interpeller nos lecteurs. Si un traitement particulier leur est accordé, c'est qu'ils sont nés avec cette loi, faisant bien des mécontents, soit dans le corps des inspecteurs dépossédés d'une grande partie de leurs tâches de formation, soit dans celui des nostalgiques des écoles normales plus que centenaires qu'ils ont remplacées, soit encore chez ceux qui considèrent que l'enseignement est un art qui ne s'apprend que sur le terrain, ou encore ceux qui considèrent que ces instituts sont responsables d'un égalitarisme mal venu entre professeurs du second degré et ex-instituteurs, auxquels on pourrait ajouter tous ceux qui n'ont pas été satisfaits de la formation qu'ils y ont reçue. Cela fait du monde !

La conclusion, nuancée, de Gilles Ferréol est que beaucoup a été fait dans le cadre de cette loi, mais que beaucoup reste à faire, ce qui pourrait justifier un « toilettage » (p. 203) mais sûrement pas une remise en cause radicale, car, après tout il y a inévitablement de « sérieux tiraillements » entre la rentabilité économique, « l'idéal du bonheur individuel et la vertu égalitaire citoyenne » (p. 204). Le mot de la fin est laissé à Bernard Jolibert, décidément à l'honneur avec une citation d'un article paru dans *Expressions* en 2001 : « On comprendra alors que le système boîte, mais peut-être en est-il de l'éducation comme de la philosophie [...] : la claudication est sa vertu. »

Le volume est complété par un témoignage, celui de la secrétaire générale du SNI-PEGC, syndicat majoritaire à l'époque chez les instituteurs et professeurs des collèges, principale composante de la Fédération de l'Éducation nationale en lutte quasi permanente avec le SNES, majoritaire chez les professeurs des lycées. Elle raconte, en une cinquantaine de pages, la négociation qu'elle a menée avec le gouvernement de l'époque à la tête de son mou-

vement pour aboutir à la loi d'orientation de 1989, mais aussi, trois années plus tard, à la scission de la FEN et à l'éclatement du mouvement syndical enseignant. Un éclairage de première main donc, fort intéressant mais forcément subjectif, d'un ton radicalement différent de celui, prudent et distancié, du sociologue.

Philippe Guillot
IUFM de la Réunion